

Colloque en droit civil le 12 octobre La loi du plus fort, les droits du plus faible!

Le Groupe de recherche en droit civil et commercial, du département des sciences juridiques, tiendra son troisième colloque à l'UQAM le 12 octobre prochain. Le thème est accrocheur : *La loi du plus fort, les droits du plus faible*. La professeure Renée Joyal organise la rencontre à titre de coordonnatrice de ce Groupe, composé d'une dizaine de membres de son département. Alors que les précédents colloques traitaient de problématiques liées à l'entrée en vigueur du nouveau Code civil, précise-t-elle, celui-ci - le premier d'une nouvelle série - entend aller au-delà du simple

exposé technique de la règle de droit : il se veut un forum de réflexion qui aborde, dans une perspective résolument critique, diverses questions de droit civil en regard des grands enjeux de justice, de liberté et d'efficacité qu'elles soulèvent. En d'autres termes, il s'agit de vérifier si l'équilibre visé par ces règles - auquel réfère le thème de la rencontre - est atteint, afin de proposer au besoin des ajustements.

Le colloque, financé par le département précité, s'adresse surtout aux étudiants en droit et en sciences juridiques mais aussi en sciences humaines, aux professeurs et chercheurs d'ici et d'ailleurs, aux membres de la magistrature, aux praticiens, et à toute personne intéressée aux problèmes juridiques courants. Que l'on en juge par la programmation où des juristes réputés, venus de l'Université Laval, de l'UdeM et de l'UQAM, aborderont des questions telles que : *Les vingt-cinq ans de la Loi sur la protection du consommateur du Québec: un bilan; La justice contractuelle: mythe ou réalité?; Stratégie du plus fort et tactique du plus faible en matière contractuelle: une étude de cas; La place grandissante des enfants dans les processus de décision qui les concernent - Bonnes intentions et effets pervers; Procédure civile et équilibre des droits; La Cour des petites créances, "cour du peuple" ou tribunal de recouvrement?* Notons que l'allocu-



La professeure Renée Joyal, département des sciences juridiques.

tion de clôture sera prononcée par le ministre de la Justice du Québec Claude Bégin.

Les retombées prévisibles? Outre la publication des Actes du colloque, estime la professeure Renée Joyal, la rencontre devrait permettre de stimuler l'émergence de nouveaux projets de recherche au sein du Groupe, de faire connaître les résultats de certaines études, et d'illustrer que le droit civil n'est pas simplement un ensemble de règles techniques puisqu'il repose sur des choix philosophiques et politiques.

Pour plus d'information sur le colloque ou sur les modalités d'inscription, il est possible de rejoindre Mme Joyal au 987-8327 (téléphone) ou 987-4784 (fax). Plus d'une centaine de personnes y sont attendues. Notons que les tarifs avantageux de pré-inscription sont en vigueur jusqu'au 5 octobre.

L'UQAM à l'heure des choix

Dans sa dernière livraison, le journal L'UQAM faisait état du *Cadre général de révision et de restructuration de l'ensemble des activités de l'UQAM*, et de l'échéancier dont il est assorti. Ce document, revu et corrigé suite à son cheminement dans les diverses instances de l'Université, doit inspirer l'important processus de remise en question amorcé au sein de la collectivité universitaire, en tenant compte à la fois du type d'activité sous examen administratif ou académique - et de certaines contraintes temporelles : les travaux budgétaires des années qui viennent, et l'élaboration du prochain Plan directeur. L'exercice s'annonce colossal puisque l'institution poursuit, en accéléré, l'exa-

men "de la pertinence et de la productivité de toutes ses activités" (lire en pages 6 et 7).

Par ailleurs, le comité sur les orientations académiques a fait rapport, tel que prévu, de l'état d'avancement de ses travaux en regard de ce dossier à la commission des études du 12 septembre. Il déposera la première partie de son Rapport définissant les orientations académiques essentielles de l'Université le 26 septembre, lors de l'assemblée spéciale de la CE consacrée à ces questions. Mentionnons que celle-ci vient de nommer sur ce comité la professeure Michèle Nevert, directrice du département d'études littéraires.

Augmentation prévue du nombre d'inscriptions

L'automne 1995 laisse présager des jours moins sombres pour l'Université qui voyait sa clientèle diminuer depuis quelques sessions. En effet, selon les statistiques disponibles le 9 septembre dernier, on peut déjà prévoir une augmentation globale de 4,2% des étudiants équivalents temps complet (EETC). Cela représente un redressement significatif par rapport à la situation de l'automne dernier, où l'on avait vu ces mêmes effectifs baisser de 4,4%.

C'est en substance ce qui se dégage d'un rapport déposé par le Vice-recteur associé à l'enseignement, à la recherche et à la vie étudiante, M. Michel Robillard, à la commission des études, le 12 septembre dernier et qui souligne toutefois que les résultats pourraient être modifiés après cette date (au moment d'aller sous presse), une fois les périodes d'inscription aux études avancées et d'abandon de cours autorisés terminées.

Selon les données préliminaires du Registraire contenues dans le rapport, l'Université retrouve sa clientèle étudiante à peu près au même ni-

veau qu'à l'automne 1993 avec 11 469 EETC.

C'est au premier cycle particulièrement que la hausse s'est fait sentir grâce à une augmentation de 10% des nouvelles inscriptions et tous les secteurs d'études ont bénéficié de cette hausse. Fait à noter, souligne-t-on dans le rapport, ce résultat est principalement dû à l'apport d'une cohorte de 16% de nouveaux inscrits aux études à temps complet au premier cycle. Un résultat probablement attribuable à l'ensemble des mesures prises par l'UQAM dans la foulée des recommandations du comité sur la promotion, le recrutement et l'admission.

Bien qu'il soit trop tôt pour tirer des conclusions sur les inscriptions aux études avancées, on dénote toutefois une baisse de 1,5% au niveau des admissions, contrairement à 5,9% à pareille date l'an dernier.

Cette variation risque d'entraîner des changements au résultat des effectifs globaux et le Journal apportera les précisions nécessaires dans une édition ultérieure.



SOMMAIRE

3 La santé des femmes au travail: le Venezuela partenaire

4 Le MBA canadien en Roumanie: premiers diplômés

12 Symposium sur les arts électroniques: jusqu'au 24 septembre

Deux ouvrages en art

L'UQAM
une force
novatrice

Bourses d'excellence:
il faut faire vite

À lire en page 5

Communiqués du secrétariat général

Appel de candidatures étudiantes au CA et à la CE

Commission des études:

Un siège de représentant étudiant pour chacun des secteurs suivants: arts, lettres et communications, sciences de la gestion, est présentement vacant à la commission des études. Il suffit d'être inscrit dans un programme de premier cycle de l'un des secteurs mentionnés et de ne pas être un employé de l'Université.

Les étudiants intéressés doivent transmettre leur candidature à leur association sectorielle étudiante ou au secrétariat général (D-4600), télécopieur: 987-3017. Ils doivent inclure un CV abrégé et indiquer: le programme auquel ils sont inscrits, leur adresse, code permanent et no de téléphone, un texte de présentation dactylographié (14cm X 15cm) et une photo format passeport. Date limite: 6 octobre avant 17 h. S'il y a plus d'une candidature, un scrutin aura lieu du 23 octobre au 3 novembre.

Conseil d'administration

En vertu de la Loi de l'UQ et des règlements généraux de l'UQAM, les étudiants ont droit à deux représentants de secteurs différents au Conseil d'administration. Il suffit d'être inscrit comme étudiant régulier dans un programme de 1er, 2e ou 3e cycles.

Les candidatures doivent parvenir au secrétariat général (D-4600), télécopieur 987-3017, accompagnés des informations suivantes: CV abrégé, programme auquel vous êtes inscrit, adresse, code permanent, no de téléphone, texte de présentation dactylographié (14cm X 15cm) et photo format passeport. Date limite: 6 octobre avant 17 h.

L'UQAM décroche sept prix en communication

L'UQAM a reçu sept prix en communication et relations publiques décernés par le Conseil canadien pour l'avancement en éducation (CCAÉ) et l'organisation nord-américaine Council for Advancement and Support of Education (CASE).

La médaille de bronze (CCAÉ) pour le meilleur article de fond publié en français est allée au magazine *Suites*, publié par le Bureau des

diplômés, pour un dossier portant sur l'éthique journalistique. La médaille d'argent (CCAÉ) pour le meilleur événement spécial a été remise à la Fondation de l'UQAM pour l'organisation de sa campagne de financement *L'UQAM: une force novatrice*. La médaille d'or (CCAÉ) pour la meilleure campagne publicitaire dans la presse écrite a été décernée au service de l'information et des relations publiques (SIRP) pour la publicité

qu'il a supervisée. Le SIRP a reçu quatre autres médailles: la médaille d'or (CCAÉ) pour la meilleure photographie, la médaille d'argent (CCAÉ) pour le meilleur rapport annuel et les médailles de bronze (CCAÉ et CASE) pour le meilleur document promotionnel, l'album-souvenir du 25e anniversaire de l'UQAM.

Vite lus

Monique Lebrun co-récipiendaire du prix Jean-Humblet

La professeure Monique Lebrun, du département des sciences de l'éducation de l'UQAM, est au rang des trois chercheurs universitaires qui se sont mérités conjointement le *Prix Jean-Humblet 1995*, assorti d'une bourse de 4 000 \$. Ce Prix international de la francophonie leur a été décerné pour des travaux réalisés entre 1990 et 1994, sous forme de quatre dossiers pédagogiques expérimentés en France, en Belgique, au Québec et en Suisse. Constitué autour de deux genres - le conte traditionnel et la nouvelle d'auteurs contemporains, le matériau des textes choisis couvre trois aires géographiques distinctes: outre le Québec, les pays du Maghreb et la francophonie européenne; chaque dossier comprend par ailleurs un volume de textes et d'exercices pour l'élève, et un autre pour l'enseignant. Le *Prix Jean-Humblet*, relevant de la fondation du même nom, vise à récompenser un travail lié au développement des rapports et des échanges entre les peuples de



La professeure Monique Lebrun.

langue française. Ce faisant, il entend reconnaître les contributions de ceux et celles qui, souvent dans l'ombre, travaillent à promouvoir et à renforcer la solidarité entre ces peuples. Rappelons que Jean Humblet, sociologue et sénateur au parlement belge, a créé ce Fonds en 1992, et en a confié la gestion au Mouvement national des Québécoises et Québécois.

Le prix Roland Parenteau va à Jacques Bourgault

La gestion du rendement à la croisée des chemins: entre la rigueur et le laxisme est le titre de l'article paru en 1994 dans "Administration publique du Canada", qui s'est mérité le Prix Roland Parenteau un administrateur public renommé. Ce Prix est décerné annuellement aux auteurs du meilleur texte de langue française publié dans cette revue de l'Institut d'administration publique du Canada. Les récipiendaires sont Jacques Bourgault, professeur au département de science politique, et Yvon Tremblay, conseiller en administration publique à l'ENAP.

Essayez avant d'acheter

Plus de 160 logiciels à votre disposition pour évaluation.

Achat, échange, vente et financement d'ordinateur.

Info Logique

tél.: 765-3551

564 Henri-Duhamel

Métro Lasalle, près du tunnel Atwater

Olivieri

**LIBRAIRIE
UNIVERSITAIRE**

**ARTS • LETTRES
SCIENCES HUMAINES**

SERVICE DE COMMANDES SPÉCIALES
ESCOMPTE DE 10% AVEC LA CARTE FIDÉLITÉ
OUVERT TOUS LES SOIRS POUR LA RENTRÉE

LIVRES EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS

5200, rue Gatineau ☺ Côte-des-Neiges
Tél.: 739-3639 Fax: 739-3630

L'UQAM

Éditeur

La direction du service de l'information et des relations publiques
Université du Québec à Montréal
Case Postale 8888, Succ. «Centre-ville»
Montréal, Qué., H3C 3P8

Service de l'information interne

Directeur: Jean-Pierre Pilon
Rédaction: service de l'information interne
Tél.: 987-6177
Local J-M330

Adresse électronique:
JOURNAL.UQAM@UQAM.CA

Le service de l'information interne est responsable de la publication de l'UQAM dont le contenu n'engage pas la direction de l'Université.

Publicité:

Rémi Plourde: 987-4043
secrétaire Diane Hébert 987-6177

Photographies:

Service de l'audio-visuel

Mise en page:

Centre de graphisme et d'édition

Dépôt légal:

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 0831-7216

La reproduction des articles, avec mention obligatoire, est autorisée sans préavis.

Un projet de partenariat avec le Venezuela La santé des femmes au travail, au-delà des frontières

Un important projet de partenariat international élaboré sous le thème *Femmes, santé et travail* vient enfin de se concrétiser entre l'UQAM et l'Université de Carabobo au Venezuela, via leurs centres spécialisés respectifs : le CINBIOSE (Centre d'étude des interactions biologiques entre la santé et l'environnement) et le CEST (Centre pour l'étude de la santé des travailleurs). Ces deux entités - dont les équipes de travail ont développé des liens étroits au fil des ans ont en commun une priorité pour la santé des femmes au travail, une solide réputation dans la communauté scientifique internationale, une approche multidisciplinaire, et une longue tradition de recherche et de collaboration avec les groupes communautaires et les associations de travailleuses et travailleurs de leurs milieux (ONG). En octroyant près de 557 000\$ sur cinq ans pour la réalisation de ce projet, estime Karen Messing, directrice du CINBIOSE et professeure au département des sciences biologiques, l'Agence canadienne de développement international reconnaît, entre autres, l'expertise développée par l'Université depuis 20 ans en matière de services aux collectivités. Notons que ce programme de l'ACDI est géré par l'Association des universités et des collèges du Canada (AUCC).

Pour l'heure, l'équipe UQAM de recherche est composée des personnes suivantes : outre Mme Messing, l'agente de recherche Ana Maria Seifert qui a largement piloté ce dossier, et les professeures Donna Mergler et Nicole Vézina; Sylvie Champoux et Johanne Leduc forment l'équipe de soutien, alors qu'Alain Boutet, du Bureau de la coopération internationale, a collaboré au projet tout au long du processus conduisant à son acceptation. Du côté du CEST

- lequel est responsable de tous les programmes d'enseignement, de recherche et de services que l'Université précitée offre en santé au travail : Louis Galindez, directeur, Doris Acevedo, chargée du projet et Aismara Borges, médecin spécialisé en santé au travail, qui effectue présentement son doctorat

liens régionaux en vue de développer éventuellement un réseau latino-américain sur la santé des femmes au travail (notamment, par des séminaires internationaux visant la mise en commun des pratiques, des expériences de terrain et des méthodes de recherche). À noter que dans l'ensemble, il s'agit d'activités de renforcement institution-



À l'avant-plan, dans l'ordre habituel: Aismara Borges, étudiante au doctorat en sciences de l'environnement, Ana Maria Seifert, agente de recherche au CINBIOSE et Karen Messing, directrice du Centre. À l'arrière plan: Alain Boutet, attaché d'administration au Bureau de la coopération internationale, Léopoldo Yanes, étudiant au doctorat en sciences de l'environnement et Evelyn Escalona, étudiante à la maîtrise en biologie.

dans le cadre du CINBIOSE avec d'autres collègues (voir photo).

La formation des étudiants est d'ailleurs un des volets importants de ce projet de partenariat, note Mme Seifert, dont le but "est de contribuer aux efforts de prévention pour le maintien des travailleuses en santé". À cette fin, trois moyens sont mis de l'avant : former des ressources humaines capables d'assumer l'enseignement et la recherche universitaires sur cette problématique (formation à la maîtrise et au doctorat de professeurs du CEST, stages de perfectionnement, cours intensifs au Venezuela par des professeurs du CINBIOSE, etc.); travailler en partenariat avec les ONG pour développer ce domaine et les outiller en conséquence (ateliers de formation, publications conçues en équipe, le tout avec des membres des groupes communautaires et du réseau de la santé concernés); renforcer les

nel ou communautaire, en regard d'approches et d'initiatives qui existent déjà.

Selon Karen Messing, il faut y voir une "nouvelle initiative en vue d'inclure les femmes dans un dossier important pour le développement durable, soit la recherche et le développement de pratiques sanitaires dans le milieu de travail." Parlant d'impliquer les femmes, on sait que les organismes de développement international encouragent leur participation à de tels projets ; or, cela a un certain nombre de conséquences et d'implications, soutiennent Mmes Messing et Seifert. Ainsi, plusieurs d'entre elles ont des responsabilités parentales, dont les barèmes actuels de financement ne tiennent pas compte suffisamment. "Des ajustements s'imposent donc, concluent-elles, et des pourparlers sont en cours à ce sujet auprès des organismes subventionnaires."

QUAND IL S'AGIT DE DICTIONNAIRES,
CELUI QUI A TOUJOURS LE DERNIER MOT !



Prix ord.: 72,95 \$
49,95 \$



Prix ord.: 44,95 \$
28,95 \$



Prix ord.: 64,95 \$
39,95 \$



Prix ord.: 49,95 \$
37,95 \$



Prix ord.: 44,95 \$
28,95 \$



Prix ord.: 24,95 \$
18,95 \$

LA GARANTIE DU MEILLEUR PRIX
Si un concurrent annonce un livre à un prix moindre
Le Parchemin réduira ce prix de 5%*

le Parchemin

RÉDUCTION SUR TOUS NOS LIVRES À L'ANNÉE
Prix en vigueur jusqu'au 24 septembre 1995.

À l'intérieur de la station de

métro Berri-UQAM

tél.: 845-5243

* Sur présentation d'une preuve lors de l'achat - Livres en librairie - Détails en magasin

Vous avez
besoin
d'un conseil
juridique?

Vous avez
besoin d'être
représenté?

Yves Papillon
Avocat



315, boul. René-Lévesque est, bur. 001
(coin Sanguinet) Tél.: (514) 844-8804

le
st-malo
inc.

De 11 h 30 à 23 h
845-6327

Cuisine française
apprêtée au goût
des gens d'ici

le
st-malo
inc.

1605, rue St-Denis, Montréal

LA MAISON
ST-MALO



Chambres
et petit
déjeuner

284-9100

MBA canadien en Roumanie

Les premiers finissants roumains au programme canadien de maîtrise en administration des affaires ont reçu leur diplôme le printemps dernier, à Bucarest, en présence notamment du président Ion Iliescu. Un programme unique en Roumanie.

"Ce projet de trois ans, explique sa directrice canadienne la professeure Mihaela Firsirotu, a vu le jour en avril 1994, grâce à une contribution de près de trois millions de dollars du ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur." L'objectif visé ? Aider la Roumanie à développer une nouvelle génération de décideurs et de gestionnaires.

Un programme intensif

"Le programme est intensif et très exigeant, insiste Mme Firsirotu.

Douze mois consécutifs, sans vacances." Il accueillera 60 étudiants par année. Ces derniers pourront se familiariser avec des notions de gestion qui ont fait leurs preuves, de façon à assister la Roumanie dans la transition vers une économie de marché compétitive et efficace. On sait que le processus de privatisation et de restructuration en Roumanie créera d'énormes possibilités pour les cadres hautement qualifiés. On peut donc présumer que les diplômés du programme canadien seront très en demande auprès des grandes firmes de consultation en management et des banques d'investissement. 70 % des premiers finissants ont d'ailleurs décroché un emploi dont le salaire est supérieur à la moyenne.

L'admission au programme dépend essentiellement de la compé-

tence et des aptitudes du candidat. La scolarité est donc gratuite, question d'éviter que certains ne puissent y accéder pour des raisons financières.

premiers diplômés sont présentement à Montréal. Ils sont accueillis par les compagnies Bombardier Inc., Vidéotron Ltée, ScotiaMcLeod, BCP,

fessoral intégrera graduellement des professeurs roumains. La troisième année, 50 % des professeurs seront roumains. Selon Mme Firsirotu, les étudiants sont enchantés d'étudier avec des enseignants canadiens et les professeurs, impressionnés par l'intérêt que manifestent les étudiants. "D'ailleurs, dit-elle, ce n'est pas seulement un programme d'études; c'est une école en soi. On veut aussi développer la dimension recherche." Elle souhaite donc de nouvelles sources de financement car elle croit qu'il est impossible d'implanter une telle école en trois ans. "Il s'agit d'une expérience très enrichissante, conclut Mme Firsirotu. Je réalise un rêve, celui de faire quelque chose pour mon ex-pays. Quand on vit dans l'isolement pendant 50 ans, on perd le contact avec l'extérieur. On n'a pas de modèle pour se comparer. Au-delà des connaissances, il importe aussi de fournir ce modèle."



Mme Mihaela Firsirotu, professeure au département des sciences administratives et directrice canadienne du programme canadien de maîtrise en administration des affaires en Roumanie.

Chaque année, 20 étudiants recevront une bourse d'études de 165 \$ par mois, attribuée au mérite. De plus, neuf finissants de chaque groupe auront la possibilité de venir au Canada pour une période de deux mois, pour effectuer des visites industrielles et institutionnelles. Ces

la Caisse de dépôt et de placement du Québec, Marleau, Lemire Inc., Midland Walwin Inc. et SAP AG.

École supérieure de management
Initialement composé de professeurs canadiens de gestion - dont 41 % sont de l'UQAM - le corps pro-

Mme Firsirotu assure la gestion du projet et l'agent canadien d'exécution est l'UQAM. L'hôte institutionnel est l'Académie d'études économiques de Bucarest et le directeur roumain du projet est son vice-recteur, le professeur Mihai Korca.

LE BULLETIN
Université du Québec à Montréal

10 000 copies

Réservation des espaces publicitaires

▼

Rémi Plourde 987-4043

Le professeur Yvan Allaire honoré



Le professeur Yvan Allaire, un des pionniers du programme canadien de MBA en Roumanie, titulaire de la Chaire Bombardier en gestion des entreprises transnationales et professeur de stratégie à l'UQAM, a reçu un doctorat honoris causa de l'Académie des études économiques de Bucarest, pour son expertise en gestion stratégique et pour sa contribution au développement économique de la Roumanie. Sur la photo, on l'aperçoit (à droite) en compagnie du recteur de l'Académie, le professeur Constantin Barbulescu. Yvan Allaire avait donné, en 1994, avec une autre professeure du département des sciences administratives, Mihaela Firsirotu, des séminaires de stratégie à des cadres et à des membres du gouvernement roumain.

ACCESS INFO-TECH VOTRE CENTRE
EPSON DU
CENTRE-VILLE

EPSON ActionTower 8200
Pentium 75MHz,
8Mo RAM, Disque Dur 850MB
CD-ROM 4X, Carte de Son 16Bit
Voice/Fax/Modem 14.4K
Dos/Win & 30 Logiciels Compris
(Moniteur en sus)
Garantie 1 An **2299 \$**

Couleur EPSON ActionNote 660C
486DX2-66MHz, Couleur
8Mo Ram, Disque Dur 340Mo,
Lecteur 3.5" 1.44Mo
Trackball Intégré, DOS 6.2, Win 3.1
Garantie 1 An. **2599 \$**

ActionNote 650
486DX2-50MHz, Monochrome
4Mo Ram, Disque Dur 260Mo,
Lecteur 3.5" 1.44Mo
Trackball Intégré, DOS 6.2, Win 3.1
Garantie 1 An. **1859 \$**

**FINANCEMENT
ÉTUDIANT
EN MAGASIN!**

EPSON ActionLaser 1500
1Mo Ram, PCL5, 6 page par minute
Meilleur Achat PC/Computing!
Série & parallèle, Postscript disp.
Garantie 2 Ans **699 \$**

EPSON ActionLaser 1100
1Mo Ram, 4 page par minute
300 x 300 DPI, Garantie 2 Ans
600 DPI 549 \$

ActionLaser 1400
2Mo Ram, 4 page par minute
600 x 600 DPI, Garantie 2 Ans **679 \$**

444 René-Lévesque O.
Coin Bleury
P.d'Arts Tél.: (514) 288 - 6000

1120 DeMaisonneuve O.,
Coin Stanley
Tél.: (514) 288 - 6000

PEEL

Campagne de sensibilisation et de promotion

Trop d'étudiants ratent leur chance de décrocher une bourse d'excellence

Parce qu'ils négligent de présenter leur demande de bourse d'excellence à temps, ou parce qu'ils le font sans y mettre l'effort voulu (dossier incomplet ou mal présenté), beaucoup d'étudiants se retrouveront l'an prochain sans argent pour poursuivre des études supérieures. "Il faut avoir en tête, dit Ruth Bourassa, responsable de la section de l'aide financière (SAE), que les demandes de bourses aux principaux organismes subventionnaires, tant au Québec qu'à Ottawa, doivent être complétées un an à l'avance. Par exemple, la date limite pour le concours de bourses de l'organisme provincial FCAR, pour l'année 1996-97, est le 6 octobre 1995 (voir tableau)*. Il reste très peu de temps."

Mme Bourassa comprend qu'un étudiant en 3e année de bac, ayant à peine commencé sa session d'automne, n'est pas nécessairement préoccupé par ce qu'il fera en 1996-1997. "Plusieurs étudiants très doués (3,5 et plus de moyenne cumulative), nous disent qu'actuellement ils ne savent pas s'ils poursuivront des études avancées l'an prochain. Alors, pourquoi faire une demande de bourse? Il faut les convaincre de s'inscrire aux concours, car vaut mieux refuser une bourse que de se mordre les pouces de n'en avoir pas fait la demande."

Depuis l'an dernier, le service de l'aide financière, en collaboration avec le décanat des études avancées et de la recherche, a décidé de mener une cam-

pagne d'information personnalisée auprès des étudiants de 2e et 3e année du bac. À partir d'une liste de "bollés" (350 étudiants de l'UQAM ayant une moyenne de 4 et plus), ils ont rejoint chaque étudiant par lettre et/ou téléphone, afin de les rendre conscients de leur possibilité de décrocher une bourse d'excellence s'ils en font la demande correctement dans les délais prévus. Des mini-rencontres d'information ont eu lieu avec ces étudiants et des résultats concrets sont perceptibles.

Poursuivant sur sa lancée, le service de l'aide financière multiplie les voies d'information auprès des étudiants de tous les cycles d'études. Il placarde ces jours-ci les murs de l'Université de posters sur lesquels on

voit un Einstein disant aux étudiants: Une bourse d'excellence, c'est aussi

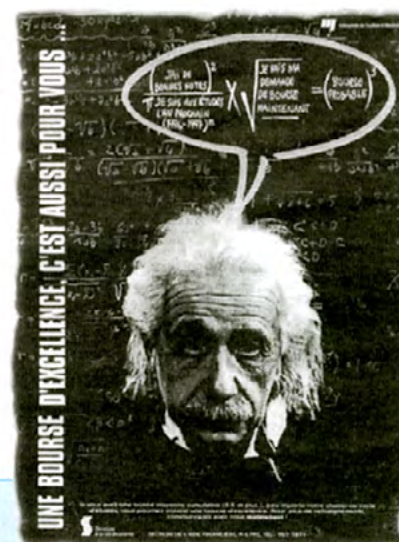
pour vous. Mme Bourassa considère que plusieurs étudiants manquent de confiance en eux, ou ne trouvent pas dans leur entourage de support suffisant. "Notre service est là pour leur offrir une aide particulière et les diriger, au besoin, vers d'autres personnes-ressources."

Le service d'aide financière a d'autre part amélioré son information auprès des directeurs de module et de programmes d'études avancées, afin qu'ils incitent leurs étudiants ayant une bonne moyenne cumulative à participer aux concours de bourses d'excellence. Les associations d'étudiants sont aussi

mises à contribution.

Plusieurs réunions d'information (générales ou par secteurs) se tiendront dans les semaines qui viennent. Le 20 septembre, rencontre ouverte à tous, au AM-050, de 12h30 à 13h30. Par ailleurs, le service met à la disposition des étudiants son *Répertoire de bourses et de prix d'excellence* (révisé et augmenté). Les locaux de l'aide financière, en ce qui a trait aux bourses d'excellence, sont au pavillon Dupuis (P-6790), tél: 987-7871. Les heures d'ouverture sont du lundi au vendredi, de 9h à 17h.

* À noter que la date du concours des bourses FCAR est devancée de trois semaines cette année.



Principaux concours de bourses d'excellence Année universitaire 1995-1996

Organisme (Bourse)	Domaine d'études	Cycle d'études	Date limite de présentation des candidatures	Annonce des résultats des concours
CRSH (Bourses de doctorat) <small>Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.</small>	Sciences humaines	3	27 octobre 1995	avril 1996
CRSNG (Bourses d'études supérieures) <small>Conseil de recherches en sciences naturelles et en Génie du Canada.</small>	Sciences naturelles et Génie	2, 3	13 octobre 1995	fin mars 1996
FCAR (Concours B-1 et B-2) <small>Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche.</small>	Tous les domaines	2, 3	6 octobre 1995	fin avril 1996
Fondation Desjardins	Tous les domaines	1, 2, 3	Vers le 1er mars 1996	mi-juin 1996
Fondation de l'UQAM	Tous les domaines	1, 2, 3	2 octobre 1995	fin novembre 1995
PAFARC <small>Programme d'aide financière à la recherche et à la création / UQAM.</small>	Tous les domaines	2, 3	29 septembre 1995	fin novembre 1995

Source: Section de l'aide financière.

Bourses de 2e et de 3e cycles Le CRSH sur le campus

Monsieur Michael Hodgson, agent sénior des programmes du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) sera à l'UQAM le 29 septembre à 10 h, à la salle R-1190 de l'École des sciences de la gestion. Il renseignera professeurs et étudiants des études avancées sur les divers programmes de bourses offerts par le Conseil en plus de les conseiller sur la préparation et sur la présentation d'une demande de bourse. Description du projet d'étude, procédure et

admissibilité des demandes, durée de la bourse ne sont que quelques exemples des thèmes qui seront abordés.



Appel de candidatures Comité CONSTAT 1995-1997

Le décanat des études avancées et de la recherche invite les étudiants de deuxième cycle (diplôme et maîtrise) du secteur des sciences humaines, inscrits de préférence dans un programme professionnel, à temps partiel ou à temps complet, à poser leur candidature pour siéger au comité relatif à la condition et au statut des étudiants de deuxième et de troisième cycles (CONSTAT)

Ce comité est mandaté par l'Université pour assurer les conditions nécessaires à la réalisation des programmes d'études, pour permettre de bénéficier d'une formation de qualité et pour encourager les étudiants à terminer leurs études de deuxième et de troisième cycles. Plus spécifiquement, les questions abordées concernent l'encadrement académique, physique et financier de l'étudiant.

Les rencontres ont lieu une fois par mois et la durée du mandat des membres participants est de deux ans.

Le formulaire de mise en candidature est disponible au secrétaire de chacun des programmes. La date limite pour soumettre votre candidature est le jeudi 21 septembre à 17 h.

L'UQAM à l'heure des choix

Le Cadre général de révision et de restructuration de l'ensemble des activités de l'UQAM énonce certaines balises devant inspirer ce processus annoncé de longue date. En voici un aperçu.

Une question d'avenir

D'entrée, les auteurs indiquent dans quelle perspective celui-ci est enclenché, citant entre autres le recteur Claude Corbo qui, dès l'automne 1993, appelait une telle démarche: "Sans délai, nous devons entreprendre ensemble une réflexion imaginative et novatrice sur nos manières d'être, afin à la fois de sauvegarder nos acquis essentiels et de poursuivre notre développement. Si nous ne parvenons pas à imaginer des nouvelles façons de faire, notre Université se trouvera emprisonnée dans une rareté de ressources de plus en plus étouffante. (...) Il y va de l'avenir même de l'UQAM."*

Des processus multiples

L'institution a mis en oeuvre des processus parallèles de révision de ses activités, selon qu'elles soient académiques ou non académiques. Le recours à des processus multiples - sans pour l'heure distinguer le lieu final de décision - est apparu préférable pour les raisons suivantes: le mode de prise de décision diffère selon qu'il s'agisse d'activités académiques ou administratives; les méthodes d'appréciation de leur pertinence ne sont pas les mêmes; elles ne sont pas toujours financées de la même façon; enfin, l'élaboration d'un processus unique risquait d'entraîner des délais incompatibles avec l'échéance de décembre 1995, dont le respect est nécessaire à la préparation du budget de 1996-1997 (où de substantielles compressions budgétaires sont prévues, de même qu'en 1997-1998). Toutefois, quelle que soit la nature des activités, leur examen se fera "sous l'angle de la pertinence et de la réduction des coûts".

Les activités académiques

Ce volet vise les activités spécifiquement universitaires: enseignement, recherche et création, formation, transfert de connaissances, coopération internationale... Leur révision se fera dans le respect des juridictions des diverses instances, le tout soumis au "rôle intégrateur essentiel" de la commission des études. Elle tiendra compte des processus d'évaluation déjà engagés via le vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche, ainsi que du type d'activité académique: service aux collectivités, formation sur mesure, coopération internationale, recherche et création bénéficiant de financement interne ou externe, formation créditée. Un soin particulier sera

Des lignes directrices: toutes les activités

apporté à ce dernier item dont les activités - les plus importantes en volume - "constituent la raison d'être première" de l'Université: études de 1er cycle; études de 2e et 3e cycle; évaluation des programmes; politique et pratiques pédagogiques et mode d'organisation des sessions; champs de compétence, de spécialisation et d'excellence des départements. Les résultats des multiples opérations de révision en cours ne seront pas tous forcément disponibles pour la préparation du prochain budget, mais au-delà des impératifs budgétaires, ce processus a "aussi et surtout un objectif d'amélioration de la qualité et de la pertinence des activités académiques."

Les activités administratives

Ce volet du processus de révision et de restructuration englobe tout ce qui n'est pas compris dans la précédente catégorie - y compris l'administration académique. L'orientation donnée à l'exercice est énoncée comme suit dans le document précité: "Il est très important de rappeler que, dans un contexte où s'abattent sur l'Université de très dures compressions budgétaires, il faut dégager le maximum de ressources au bénéfice à la fois des activités premières de l'Université et

de son développement académique.

Cela exige de supprimer les activités administratives qui ne se justifient plus, y incluant les activités d'administration académique, et de simplifier, alléger et rendre plus économiques celles qui demeurent."

Outre la révision et la restructuration des activités administratives (lire ci-dessous *Le volet administratif*), un examen de l'organisation de la direction centrale de l'Université sera effectué par des personnes qualifiées, sans lien d'emploi avec l'institution. Le tout sera ponctué par la renégociation des conventions collectives liant l'UQAM à ses personnels syndiqués, qui complètera la démarche de révision en cours.

* Extrait de l'allocation du recteur intitulée *Vers un nouveau modèle de développement pour l'UQAM*.

Le volet administratif

L'UQAM lance une vaste opération de révision et de restructuration de ses activités administratives (incluant l'administration académique). Le tout, sur la base d'une diminution des dépenses de 12 % sur deux ans, c'est-à-dire 24 M\$ sur 198 M\$. Par administration académique, on entend les masses salariales non-enseignantes et autres dépenses des modules, départements et familles ainsi que les coûts de dégrèvements d'enseignement aux fins d'administration académique.

"Il ne s'agit pas d'un exercice de préparation des budgets, insiste la vice-rectrice à l'administration et aux finances Mme Florence Junca-Adenot. Toutefois, les résultats faciliteront la préparation des orientations budgétaires, du cadre budgétaire et du budget pour les années 1996-1997 et 1997-1998."

Les gestionnaires et les vice-rectorats feront l'exercice. Après

avoir identifié les activités touchées, ils évalueront les impacts sur les clientèles, les processus administratifs, les règlements et les ressources à investir. Les économies proposées doivent être "réelles" pour l'Université. Donc, pas question de reporter la charge de travail qui accompagne les compressions sur d'autres unités.

Préserver la mission de l'Université

Rappelons que l'Université a pour mission de produire, d'acquiescer et de transmettre des connaissances à la société. Elle s'acquiesce de sa mission en formant des étudiants, des citoyens de même qu'une relève scientifique et professionnelle. Par conséquent, la recherche fondamentale et appliquée ainsi que les activités de création jouent un rôle majeur.

La vice-comité

pour revoir de A à Z les de l'Université



Administratif passé au peigne fin



Directrice à l'administration et aux finances et présidente du comité de pilotage, Mme Florence Junca-Adenot.

C'est donc en vertu de ces critères que s'établira la pertinence des activités de recherche et d'enseignement, d'une part, mais aussi celle de l'ensemble des activités académiques, administratives et de service aux étudiants. Toute activité, aussi pertinente soit-elle, sera examinée pour en mesurer l'efficacité et l'efficience. "Si l'efficacité est la capacité d'atteindre les objectifs établis, précise Mme

Junca-Adenot, l'efficience est celle de les atteindre en utilisant le moins de ressources possible." L'exercice s'effectuera en collaboration avec les employés, dans la mesure du possible.

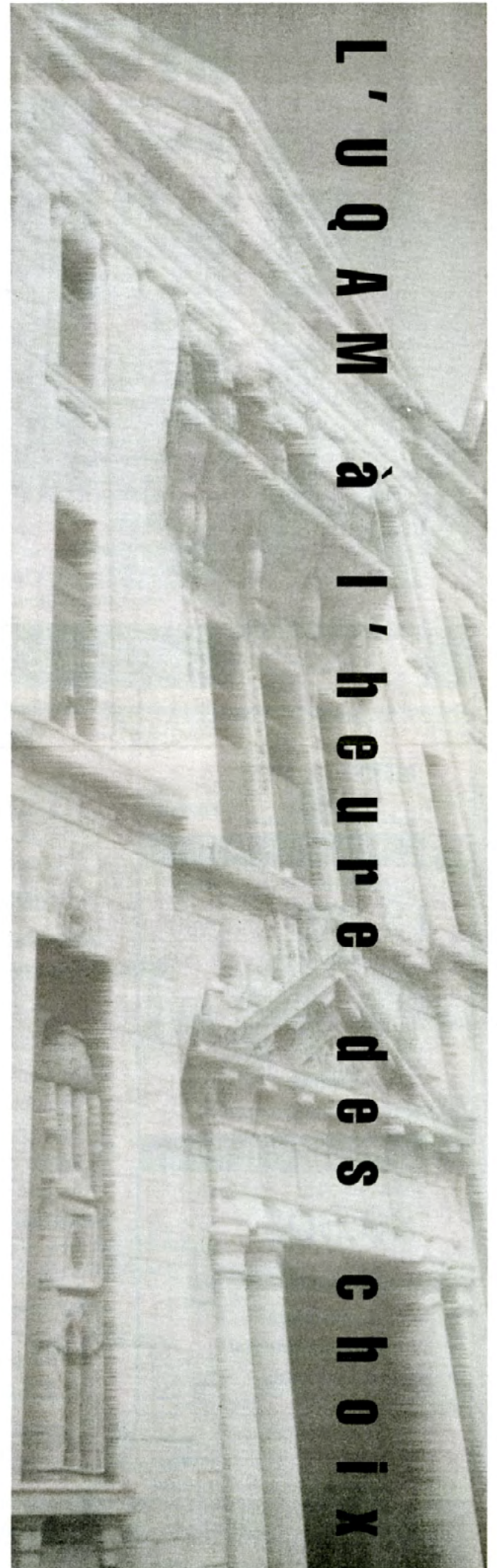
Chaque unité va donc s'interroger sur la nécessité de maintenir ses activités et tenter de rendre plus économiques celles qui doivent être conservées. Dans le but de diminuer les coûts, on

examinera aussi la possibilité de supprimer ou de fusionner des sous-unités ou des unités de services.

Comité de pilotage

L'opération est supervisée par un comité de pilotage présidé par la vice-rectrice à l'administration et aux finances, Mme Florence Junca-Adenot. Il se compose du

vice-recteur associé à l'enseignement, à la recherche et à la vie étudiante, M. Michel Robillard et du vice-recteur et conseiller au recteur, M. Marcel Belleau. "Dans un premier temps, le travail de révision sera fait par la base. Par la suite le comité de pilotage retiendra les hypothèses réalisables et soumettra ses recommandations au Conseil d'administration du mois de janvier. Les choix réels seront fixés au moment de la préparation du budget et l'implantation des mesures retenues débutera en juin 1996", conclut Mme Junca-Adenot.



Stagiaire à la Fondation de l'UQAM

Une boursière au profil inhabituel

Le premier juin, la Fondation de l'UQAM accueillait une stagiaire qu'elle qualifiait de "recrue de choix" Sylvie Roy n'a pas un profil ordinaire. À vingt-six ans, sa feuille de route est déjà impressionnante; ce qui lui a mérité le printemps dernier l'une des cinq bourses de perfectionnement *McConnell*, octroyées annuellement au mérite, et réparties à travers le Canada.

Créé en 1987, le programme des bourses de perfectionnement *McConnell* (du nom de la famille subventionnaire), entend "encourager le recrutement et la formation d'agents-es de développement qui pourront aider les universités à trouver de nouvelles sources de financement" Chaque candidat-boursier doit être parrainé par une université, qui s'engage à l'embaucher (et l'encadrer) pour un an comme stagiaire. De plus, l'Université doit ajouter à la

bourse *McConnell* de 27 500\$ une somme de 14 000\$.

Parmi les nombreuses candidatures que l'UQAM a examinées, celle de Sylvie Roy dépassait de loin toutes les autres, selon le directeur de la Fondation de l'UQAM, M. Guy Berthiaume. "Tant son activité professionnelle au sein de groupes communautaires que son activité bénévole au sein du Carrefour canadien international témoignent de ses aptitudes marquées pour le domaine du développement universitaire." La personnalité de Sylvie Roy a d'autre part beaucoup joué, explique dans sa lettre de recommandation, M. Berthiaume. "Mme Roy dégage l'assurance et la confiance en soi, en même temps que l'empathie et le plaisir du contact avec les gens."

Et que fait aujourd'hui la stagiaire-boursière Sylvie Roy à la

Fondation de l'UQAM? Écoutons là-dessus M. Berthiaume:

"À titre d'adjointe spéciale au vice-président et directeur général de la Fondation, elle est exposée aux multiples facettes des activités de collecte de fonds [tout particulièrement] chargée d'un projet spécial portant sur la sollicitation des dons importants et d'une étude sur les dons planifiés [de telle sorte] qu'elle acquière une connaissance d'ensemble de nos opérations en participant à la campagne majeure 1994-1999: sollicitation des entreprises et des fondations et sollicitation des diplômés par la méthode du télé-courrier."

De son côté, Mme Roy se sent déjà à l'aise avec l'équipe de la Fondation de l'UQAM, qu'elle trouve extrêmement dynamique et chaleureuse. Au départ, elle craignait que les choses ne se déroulent dans



Mme Sylvie Roy, titulaire de la Bourse *McConnell*, stagiaire à la Fondation de l'UQAM.

un climat un peu guindé ("trop officiel"). Mais non, dit-elle, "il s'est agi tout simplement de m'habituer à de nouvelles façons de faire. Ce qui importe, ce sont les valeurs véhiculées par un milieu, notamment le respect de chacun, la franchise, l'esprit d'équipe, le sens de la communication. Cela, je l'ai retrouvé ici."

Avant son stage à la Fondation de l'UQAM, Sylvie Roy a notamment travaillé dans des organismes communautaires. Elle connaît bien, entre autres, le monde des sans abris et le milieu des organismes d'aide internationale. Elle a oeuvré dans plusieurs endroits en tant que bénévole. Et, curieusement, sa formation première est en intervention et ges-

tion touristique (bac à l'UQAM). Elle s'explique:

"À 18 ans, après mon cégep, je suis partie en Europe sac au dos; j'y suis restée un an, travaillant ici et là quand je n'avais plus d'argent. Cela a été pour moi une expérience extraordinaire; j'ai compris que partout les gens étaient semblables, avec les mêmes espoirs, les mêmes générosités et, hélas! les mêmes lâchetés. Après ce périple, j'ai choisi d'étudier en tourisme en vue de me consacrer à la promotion des voyages et/ou loisirs éducatifs et culturels. Je crois que nous devons nous ouvrir au monde, mais que nous devons le faire dans un esprit de partage et de solidarité..."

Véronique Gakwamdi, étudiante réfugiée

Le comité de parrainage d'étudiantes et d'étudiants réfugiés de l'UQAM accueille cette année Véronique Gakwamdi, originaire du Rwanda, exilée au Kenya suite aux événements tragiques que l'on sait. Elle pourra ainsi poursuivre ses études en administration à l'École des sciences de la gestion. Elle est la deuxième femme à être admise à l'Université dans le cadre de ce Programme. Rappelons que celui-ci en est à sa sixième année d'existence, ce qui a permis à autant d'étudiants-sélectionnés via le Haut commissariat aux Réfugiés de l'ONU - de parfaire leur formation à l'UQAM. Une bourse d'accueil d'environ 12 000\$ lui sera remise à son arrivée pour sa première année d'études, après quoi elle sera admissible au régime des prêts et bourses à titre d'immigrante reçue.

Les fonds proviennent entièrement de la communauté universitaire et sont recueillis via le comité quadripartite précité, qui s'élargit graduellement aux associations étudiantes; ainsi, pour chaque dollar investi par le SPUQ (syndicat des professeurs et professeurs), le SCCUQ (syndicat des chargées et chargés de cours) et le SEUQAM (syndicat des employées et employés de soutien), l'UQAM en rajoute un deuxième, en plus d'assumer les frais de scolarité pour un an. À noter que l'institution est la seule université canadienne à associer ainsi ses personnels au financement de ce Programme, auquel participe actuellement une cinquantaine de pays via l'Entraide universitaire mondiale.



MIRIPIK INN
HARRIS

sur les rives du Richelieu

Forfait

Plaisirs d'automne

198\$

4 adultes ou famille



Incluant:

- Promenade en carriole
- Vignoble des Pins
- Fort Chambly
- Verger de pommes et cidrerie Denis Charbonneau
- Une nuit à l'auberge
- Souper Coq Rapide
- Déjeuner continental
- Surprise sur l'oreiller

158\$ pour 2 adultes
+ 35\$ pour une suite

Du 15 septembre au 03 décembre 1995

Taxes en sus
Sujet à la disponibilité et à certaines conditions.

CORPORATIF 8hrs

à partir de

19.90\$

p.p. (+30 pers.)

Incluant:

- Salle de conférences
- Équipement de base
- Diner (choix de 10 menus)
- 2 pauses-santé
- Service & stationnement

CORPORATIF 24hrs

à partir de

89.90\$

p.p.

Incluant les mêmes services+:

- Suite corporative
- Déjeuner continental
- Souper 4 services

(Occupation double) Taxes en sus

- 6 salles de conférences
- Prises téléc./modems aux chambres
- Sauna, salle d'exercice, piscine

INFORMATIONS 348-3821

1-800-668-3821 576 rue Champlain St-Jean-sur-Richelieu

L'UQAM et la radioprotection

L'UQAM détient, depuis le 1er juin, un permis institutionnel émis par la Commission de Contrôle de l'Énergie atomique du Canada. "Depuis quelques années, explique Jacynthe Drolet, directrice du Bureau de la santé, de la sécurité et de l'environnement au travail (BSSET), la Commission incite les institutions à se doter d'un tel permis. Elle souhaite, en effet, transiger avec un seul répondant. Or, pour obtenir ce permis, l'Université devait déposer un manuel qui respecte certaines règles formulées par la Commission. Un *Manuel de radioprotection* a donc été rédigé par le BSSET, en étroite collaboration avec le comité de radioprotection de l'Université. Il a été adopté par le comité exécutif l'hiver dernier."

Un seul répondant: le BSSET

Pour la Commission, cette approche met une emphase particulière sur les responsabilités de l'institution et favorise l'intégration du programme de radioprotection au

programme courant de la santé et de la sécurité au travail. Le dossier de la radioprotection est donc centralisé au BSSET. Et, lorsqu'un professeur désire travailler avec des radio-isotopes, il doit en faire la demande au BSSET qui, à son tour, émet un permis interne.

Mme Drolet voit de nombreux avantages dans cette nouvelle manière de fonctionner. "Le Bureau, dit-elle, sera mieux informé et par conséquent davantage en mesure d'offrir aide et cadre de formation aux utilisateurs de ces produits. Toutefois, ajoute-t-elle, il n'est pas question de contrôler. Centraliser ne veut pas dire déresponsabiliser. Chacun demeure responsable de sa section." Une session de formation est d'ailleurs prévue cet automne à l'intention des enseignants, employés et étudiants qui utilisent certains produits dangereux.

Chaque professeur continue de procéder à ses inspections. Mais, à



La directrice du Bureau de la santé, de la sécurité et de l'environnement au travail, Mme Jacynthe Drolet.

ces vérifications, s'ajoutent celles du Bureau qui sont en quelque sorte des pré-contrôles. La Commission

effectuera elle aussi des inspections et donnera des avis de correction, s'il y a lieu. En ce qui concerne l'achat de ces produits, la commande qui est acheminée au service des approvisionnements, doit maintenant être contresignée par le Bureau. "De cette façon, précise Mme Drolet, nous saurons beaucoup plus rapidement ce qui est utilisé comme produit et ce qui sera transformé en déchets radioactifs.

De plus en plus de déchets dangereux

"Le secteur des sciences se développe, rappelle Mme Drolet. Aussi, le nombre de profes-

seurs à utiliser des matières dangereuses augmente considérablement. Et, par le fait même, l'Université génère davantage de déchets dangereux."

Les déchets dangereux ne sont pas limités aux seules matières radioactives. L'Université en produit trois types: chimiques, radioactifs et biomédicaux. Pour l'année 1993-1994, les déchets de nature chimique représentaient 78 % du volume total. Le reste, soit 22 %, se répartissait en pourcentage presque égal entre les déchets biomédicaux et radioactifs. Si le pavillon des Sciences n'est pas le seul producteur de matières dangereuses, c'est tout de même lui en génère le plus. Les déchets de nature chimique qu'il produit sont principalement des acides et des liquides organiques. Les déchets radioactifs, solides et bouteilles à scintillation sont les deuxième en importance. Viennent en troisième, les déchets biomédicaux anatomiques et non-anatomiques qui sont générés en proportion égale.



AVIS AUX CHERCHEURS DE TOUTES LES DISCIPLINES

Saint-Laurent Vision 2000 (SLV 2000) sollicite des projets de recherche dans le domaine de la santé environnementale relié au Saint-Laurent. Le terme «santé» désigne ici autant le bien-être physique et psychologique que social.

Qui peut soumettre un projet de recherche?

- Les chercheurs de disciplines variées;
- Les chercheurs autonomes ou les équipes de recherche.

Critères d'admissibilité

- Les projets doivent :
- établir un lien entre le fleuve Saint-Laurent et un problème de santé humaine;
 - mener au développement d'outils d'analyse et d'intervention sur la santé des riverains;
 - comporter une ou plusieurs approches : fondamentale, clinique, épidémiologique et évaluative.

Contributions

Les contributions peuvent atteindre 100 000 \$ par année pour une durée maximale de deux ans.

Date limite

La date limite est le 13 octobre 1996.

Pour en savoir davantage, vous êtes invité à consulter le prospectus 1996-1997 du Fonds de la recherche en santé du Québec (FRSQ) au programme n°29.

Vedette du Congrès *Precambrian 95* : le Bouclier Canadien

L'UQAM a été l'hôte, fin août, du Congrès *Precambrian 95*, importante rencontre internationale réunissant 300 scientifiques de partout (18 pays représentés)*. Ce Congrès, qui a lieu tous les cinq ans, se tenait pour la première fois en Amérique, permettant ainsi aux chercheurs et aux étudiants de l'Université d'y participer activement.

Le directeur du Centre de recherche uqamien GEOTOP, M. Clément Gariépy, souligne que les retombées d'une telle réunion savante sont immenses, tant pour l'UQAM que pour l'ensemble de la communauté scientifique canadienne. Il insiste sur la chance qu'ont eue les étudiants de s'inscrire à cette réunion et d'être en mesure de tisser des liens avec des chercheurs du monde entier et des dirigeants d'importants organismes dans le domaine, notamment la Commission géologique du Canada.

Le programme scientifique, interdisciplinaire, abordait les questions courantes et d'intérêt global en géologie du Précambrien, par le biais de conférences, d'exposés oraux, "d'affiches-poster" et d'une plénière intitulée: "L'évolution de la terre au Précambrien: un débat". S'ajoutaient, note le professeur Normand Goulet, des sciences de la Terre,

plusieurs excursions sur le terrain (dans le Nord du Québec, l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan...), excursions reliées aux mines et à l'évolution des chaînes de montagnes au Précambrien.

Le Bouclier Canadien, qui servait de référence thématique pour ce Congrès de 1995, est une région connue pour ses gisements métallifères. Par le nombre et la diversité des terrains qui le constituent, il offre des défis et agit toujours comme une source d'information inépuisable, estiment les organisateurs de la rencontre. Notons que le sujet principal de *Precambrian 95* s'articulait autour de "la tectonique et la métallogénie des ceintures orogéniques du Précambrien précoce et moyen"

Parmi les conférenciers de prestige invités au Congrès, citons Kevin Burke (University of Houston), pionnier de la théorie de tectonique des plaques, William S. Fyfe (University of Western Ontario), James Franklin, géologue en chef de la Commission géologique du Canada. Le professeur R. K. Stevenson, des sciences de la Terre de l'UQAM, co-présidait la rencontre, alors que les professeurs N. Goulet et C. Gariépy (sciences de la Terre) comptaient parmi les membres du comité organisateur.



Dans l'ordre habituel, des membres actifs au Congrès "Precambrian 95": Normand Goulet, sciences de la Terre/UQAM, Janet Dunphy, UdeM, François Robert, Commission géologique du Canada, Clément Gariépy, Geotop/UQAM, Ross Stevenson, Geotop/UQAM, John Percival, Commission géologique du Canada, John Ludden, CNRS, France.

En alternance avec l'Australie

Le prochain Congrès aura lieu en Australie en l'an 2000. Et par la suite, les rencontres se tiendront alternativement au Canada et en Australie. MM. Gariépy et Goulet

font remarquer que l'Australie a beaucoup en commun avec le Canada, tant au point de vue géologique qu'économique et social. Enfin, soulignons que les organisateurs prévoient publier les Actes du

Congrès dans l'année qui vient.

* Outre le Canada, les pays suivants étaient représentés au Congrès: Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Brésil, Côte d'Ivoire, Danemark, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grande-Bretagne, Inde, Mexique, Pays Bas, Russie, Suède, Suisse.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

À sa réunion régulière du 20 juin, le CA a:

- .nommé M. Patrick C. Robert au poste de directeur de l'École des sciences de la gestion;
- .renouvelé le mandat de Mme Huguette April à titre de responsable du Bureau d'information et de réception des plaintes contre le harcèlement sexuel;
- .nommé Mme Maureen Dennie, membre du SCCUQ, à titre de personne ressource aux fins de l'application de la Politique contre le harcèlement sexuel;
- .nommé des directeurs de départements, de modules et d'unités de recherche;
- .nommé les personnes suivantes au comité des publications: Mme Henrietta Cedergren, M. Michel Lamothe, M. Pierre Lefebvre et Mme Carolle Simard;
- .émis des grades, diplômes et certificats;
- .modifié l'article 2.4 de l'annexe 9 du Règlement no 5 des études de premier cycle;

- .approuvé les modifications des objectifs cibles au premier cycle, pour les sessions d'été et d'automne 1995;
- .approuvé l'implantation de modifications et la création de programmes courts;
- .suspendu l'article 2.4.2 du Règlement no 5 pour permettre l'ouverture du programme court de premier cycle pour courtiers en alimentation jusqu'à l'automne 1998 et les articles 2.2, 2.3 et 2.4 de la Politique des certificats et des programmes courts de deuxième cycle, pour permettre l'ouverture de deux programmes courts dont l'un en actuariat et l'autre en gestion de projets;
- .approuvé la création de l'École supérieure de la mode et défini son mode de fonctionnement;
- .procédé à l'engagement de professeurs;
- .reconduit pour l'année 1995-1996, la Politique des critères de promotion qui était en vigueur en 1994-1995;
- .adopté le document intitulé "Objectifs et modalités de répartition

- des postes réguliers de professeur pour l'année 1996-1997" et invité la CE à lui transmettre toute observation qu'elle jugerait pertinente sur les modalités d'application de la politique de répartition des postes de professeur d'ici son assemblée du 22 août 1995;
- .modifié la dénomination de deux postes réguliers de professeur, un au département de géographie et l'autre au département d'études littéraires;
- .octroyé le contrat pour la réalisation des mandats de vérification externe de l'Université à la firme Raymond, Chabot, Martin, Paré;
- .appuyé la démarche entreprise par les riverains de la rue Sanguinet et par la Ville de Montréal pour le réaménagement du domaine public de la rue Sanguinet, entre les rues Sherbrooke et René-Lévesque;
- .accepté le certificat de réception définitive du pavillon de chimie et de biochimie;
- .adopté les plans et devis définitifs du pavillon Président-Kennedy;
- .octroyé un contrat pour les services

- d'entretien ménager dans les différents pavillons de l'Université;
- .autorisé un emprunt pour le financement d'espaces dans le cadre de l'acquisition du 405 de Maisonneuve est;
- .recommandé à l'Assemblée des gouverneurs d'accepter le règlement hors cour relatif à un terrain exproprié dans le cadre du projet de construction de la phase IV;
- .autorisé l'achat d'un terrain additionnel dans le cadre du projet de construction de la phase IV;
- .autorisé la signature d'un contrat avec XEROX pour l'achat d'un duplicateur et son entretien;
- .autorisé la signature du bail pour la location d'espaces au pavillon Saint-Timothée;
- .signifié à l'UQ l'adhésion de l'UQAM aux contrats d'assurance-salaire, d'assurance-accident-maladie, d'assurance-vie et d'assurance-vie optionnelle renouvelés par l'Assemblée des gouverneurs le 31 mai 1995;
- .approuvé la reconfiguration informatique des systèmes de gestion;

- .pris bonne note du document intitulé "Cadre général de révision et de restructuration de l'ensemble des activités de l'UQAM"; demandé à la CE de lui soumettre son avis sur divers points; demandé à la direction de procéder à la révision et à la restructuration des activités administratives de l'Université en conformité avec le document mentionné et demandé que toute hypothèse de fusion ou d'abolition d'unités académiques, résultant du travail de révision et de restructuration des activités réalisé par le vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche, fasse l'objet d'un rapport préalable du dit vice-rectorat, à la commission des études;
- .nommé M. Pierre J. Jeannot Chancelier de l'UQAM;
- .délégué ses pouvoirs et ceux de la CE au comité exécutif pour la période de l'été 1995.

COMMISSION DES ÉTUDES

À sa réunion régulière du 6 juin, la commission des études a:

- .nommé M. Paul Chamberland, aux postes de directeur de la maîtrise et du doctorat en études littéraires;
- .nommé Mme Catherine Saouter, membre de la sous-commission des ressources à titre de représentante du secteur des lettres et communications;
- .nommé Mme Danielle Desbiens, membre du comité sur les orientations académiques;
- .nommé les membres externes du comité des services aux collectivités:

Mmes Dominique Savoie de la FTQ, Céline Martin de Relais-Femmes, Lina Trudel de l'ICA, Marie-Andrée Coutu du Centre de formation populaire, Giselle Rivet de la Fédération des centres d'action bénévole du Québec, Louise Rozon de l'ACEF-Centre, Margo Frenette du Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec et M. Éric Normandeau du Centre de recherche-action sur les relations raciales;

.nommé des membres au comité d'orientation et d'aide financière à la

coopération internationale: M. Alain Grandbois, représentant du secteur de l'éducation; Mme Éva Legrand, représentante du secteur des lettres et communications; M. Claude Hamel (2e mandat), représentant du secteur des sciences et M. Jean-François Léonard (2e mandat), représentant d'une thématique interdisciplinaire;

.reçu le bilan de fonctionnement du baccalauréat en communication;

.approuvé la modification du baccalauréat en sciences juridiques qui entrera en vigueur à l'automne 1996;

.approuvé la modification du bac-

calauréat d'enseignement au secondaire et du programme court en gestion hôtelière et de restauration;

.approuvé la création des cours LIN 3029 et SCO 3911;

.reconduit le mandat du Bureau de coordination de l'enseignement des langues;

.approuvé un projet de doctorat en biochimie et un projet de maîtrise en informatique;

.approuvé des modifications au programme multidisciplinaire de doctorat en sciences de l'environnement et à celui de maîtrise en études lit-

téraires;

.approuvé le plan d'évaluation des programmes d'études avancées pour l'année 1995-96;

.ratifié des résolutions des sous-commissions des études de premier cycle, des études avancées et de la recherche et des ressources;

.ratifié des modifications mineures de programme et de répertoire de cours autorisés par la doyenne des études de premier cycle.

COMITÉ EXÉCUTIF

À sa réunion régulière du 20 juin, le comité exécutif a:

.accordé un congé sans traitement à trois professeurs;

.autorisé des prêts institutionnels avec des commissions scolaires;

.prolongé l'affectation temporaire de Mme Denise Girard au poste d'adjointe au vice-recteur aux communications jusqu'au 31 août 1995;

.prolongé l'affectation temporaire de M. Réjean Bernard au poste de directeur du service des télécommunications;

.nommé Mme Denise Pelletier au poste de directrice intérimaire du Bureau de la coopération internationale du 1er septembre 1995 au 31 mai 1996;

.accepté la nouvelle structure organisationnelle du service de l'informatique et du service des télécommunications;

.embauché M. Frank Conabree à titre de cadre contractuel au service de la

prévention et de la sécurité;

.autorisé la signature d'un contrat avec Mme Françoise Sullivan pour la réalisation de l'oeuvre d'art du pavillon Président-Kennedy;

.autorisé un avis de changement au contrat accordé pour la réalisation de l'aménagement du centre de distribution des prêts et bourses;

.autorisé la réalisation du projet de regroupement des entrées électriques des pavillons du site Athanase-David avec les pavillons Judith-Jasmin et Hubert-Aquin;

.autorisé la signature de contrats de services professionnels avec la firme Trimag Gestionnaire inc.;

.autorisé des délégations de signatures durant la période estivale.

En vertu de la délégation des pouvoirs du Conseil d'administration et de la commission des études au comité exé-

cutif durant l'été 1995, le CEX a, lors de sa réunion du 4 juillet,:

.conféré des grades, diplômes et certificats;

.nommé Mme Francine Descarries et Louise Cossette, à titre de représentantes des professeurs, au conseil de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF);

.nommé Mme Donna Mergler au poste de directrice du Centre d'étude des interactions biologiques entre la santé et l'environnement (CINBIOSE);

.nommé Mme Nicole Lanoue au poste de directrice de la maîtrise en sciences comptables et Mme Carole Turcotte à titre de responsable du programme court de deuxième cycle en actuariat à compter du 1er septembre 1995;

.nommé M. Claude Hamel au poste de directeur du module de biologie;

.nommé M. Robert Dalpé au poste de directeur du Centre interuniversitaire

de recherche sur la science et la technologie (CIRST);

.nommé Mme Nathalie Langevin au poste de directrice du module de gestion et de design de la mode;

.recommandé à l'Assemblée des gouverneurs de nommer M. Marcel Belleau, vice-recteur et conseiller au recteur, pour siéger au comité de retraite à titre de personne désignée par la corporation UQAM.

Lors de sa réunion du 22 août, le comité exécutif a:

.accordé des congés sans traitement à des professeurs;

.renouvelé le prêt de service du professeur Roch Denis, du département de science politique, pour assumer la présidence de la Fédération québécoise des professeurs et des professeurs d'universités (FQPPU);

.autorisé le prêt de service de la pro-

fesseuse Isabelle Hentic-Rondot (département d'études urbaines et touristiques) à l'ACDI;

.affecté temporairement M. Jean-Louis Richer au poste d'adjoint au vice-recteur aux communications, jusqu'au 31 mai 1996;

.accepté qu'à compter du 28 août 1995, M. Claude Magnan, actuellement directeur-associé du service de la recherche et de la création, devienne directeur des services aux collectivités, et accepté que Mme France Laurendeau, actuellement directrice des services aux collectivités devienne directrice-associée du service de la recherche et de la création;

.émis des attestations d'études;

.révisé la procédure de paiement et de perception des frais de scolarité et des frais connexes.

SOUTENANCES DE THÈSE

En ressources minérales

M. Joseph Stephen Stoner
Magnetic Properties and Paleointensity Records from Late Quaternary Labrador Sea Sediments
Direction de recherche: MM. Jean-Claude Mareschal et Claude Hillaire-Marcel
Le 18 mai 1995.

En science politique

M. Mamadou Lamine Sylla
Le marché par la désétatisation: l'économie politique de la filière riz au Sénégal et les programmes d'ajustement structurel; l'exemple des politiques de privatisation des importations et la libéralisation de la distribution dans les années 80
Direction de recherche: Mme Bonnie Campbell
Le 12 juin 1995.

En sociologie

M. François Boudreau
Partage ou approbation? Qui-proquo sur le statut de la terre et sur le sens des traités entre amérindiens et euro-américains dans la région des Grands Lacs
Direction de recherche: M. Michel Freitag
Le 14 juin 1995.

Mme Marie-Luce Garceau
Franco-ontariennes de 45 à 64 ans: analyse de leurs conditions de vie
Direction de recherche: Mme Danielle Laberge
Le 28 août 1995.

En communication

Mme Véronique Nguyen-Duy
Le réseau téléromanesque: analyse sémiologique du téléroman québécois de 1980 à 1993
Directeurs de recherche: M. Enrico Carontini
Mme Catherine Saouter
Le 29 septembre 1995

Formation sur mesure pour des employés de Loto-Québec



Récemment avait lieu à l'hôtel Delta de Montréal, une remise d'attestations de formation aux 180 employés de la vice-présidence Finances, contrôle et technologie de Loto-Québec, qui complétaient un programme de formation de cinq jours portant sur les principales fonctions de l'organisation. Outre les principaux gestionnaires de Loto-Québec et les collaborateurs du service de formation sur mesure, on peut reconnaître à l'avant plan de la photo M. Gilbert Rehayem, vice-président finances, contrôle et technologie de Loto-Québec, M. Claude Corbo, recteur et Mme Joanne Drapeau, vice-présidente ressources humaines et administration de Loto-Québec.

D'ART EN ART

ISEA 95 Montréal

Symposium sur les arts électroniques

La sixième édition du Symposium international des arts électroniques (ISEA) aura lieu à Montréal jusqu'au 24 septembre. L'occasion pour les artistes, théoriciens, critiques, philosophes et gestionnaires du monde de l'art, d'échanger, de confronter leurs positions, de présenter leurs travaux et d'exposer leur démarche. Mme Louise Poissant, présidente du Symposium et professeure au département d'arts plastiques, précise que l'ISEA choisit

contribué à créer. Pour les échanges informels, *Le cabaret électronique*, aménagé au Spectrum, proposera un ensemble de manifestations, de performances et de projections vidéo.

Multimediale à la Galerie de l'UQAM

"Toutes les universités montréalaises participent à l'événement", signale Mme Poissant. À l'UQAM, on pourra assister à une table ronde qui retrace les jalons de l'évolution de la pratique des femmes en art



Mme Louise Poissant, présidente de l'ISEA 95 Montréal et professeure au département d'arts plastiques.

chaque année un nouveau continent pour tenir cet événement qui permet de faire le point sur l'art technologique.

Au programme: conférences, tables rondes, présentations institutionnelles et individuelles, ateliers, rencontres thématiques, concerts, cinéma électronique, performances, expositions, etc. "Depuis deux ou trois ans, l'ISEA accorde de plus en plus d'importance au volet événements spéciaux", affirme Mme Poissant. Cette année, par exemple, le premier jet d'un spectacle multimedia sera présenté en exclusivité aux délégués de l'ISEA. Il s'agit de *Hamlet* de Robert Lepage, une présentation du Musée d'art contemporain. *Le tunnel sous l'Atlantique*, une oeuvre expérimentale de télévirtualité, permettra à des utilisateurs situés de chaque côté de l'Atlantique, à Paris et à Montréal (Centre Georges Pompidou et Musée d'art contemporain), d'intervenir et de se rencontrer dans un espace virtuel qu'ils auront

copigraphique. De plus, la Galerie de l'UQAM présente jusqu'au 23 septembre une exposition d'oeuvres d'art interactives extraites de la *Multimediale* de Karlsruhe en Allemagne. Du lundi au vendredi de 12 h à 21 h et le samedi de 12 h à 18 h. L'exposition *Multimediale* est présentée grâce à la collaboration du Laboratoire de muséologie de l'École de design industriel de l'Université de Montréal, du Laboratoire des technologies interactives de l'UQAM, du département d'informatique de l'UQAM et de la compagnie Silicon Graphics.

"Les arts électroniques intéressent un nombre grandissant d'artistes, conclut Mme Poissant. Et si cet art regroupe toutes les formes qui cherchent à explorer de nouveaux moyens d'expression poétique à l'aide de médiums électroniques, il permet surtout d'explorer de nouvelles formes de liaisons entre les humains."

Eugenio Barba reçoit le "mérite scientifique"



L'homme de théâtre Eugenio Barba a reçu la *Reconnaissance du mérite scientifique*, lors du congrès de la Fédération internationale de recherche théâtrale (FIRT) qui a eu lieu à l'UQAM le printemps dernier. Cette reconnaissance est attribuée à M. Barba pour sa contribution exceptionnelle au développement de liens entre la théorie et la pratique dans leur application au jeu de l'acteur. Dramaturge, metteur en scène, théoricien, pédagogue, fondateur de l'Odin Teatret et du Nordisk Teaterlaboratorium à Holstebro au Danemark, il a aussi publié de nombreux ouvrages sur l'anatomie de l'acteur et les lois fondamentales du jeu théâtral.

Sur la photo, on reconnaît, de gauche à droite, le consul du Danemark à Montréal, Me Michel Blouin; la vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche, Mme Céline Saint-Pierre; le lauréat M. Eugenio Barba; le recteur M. Claude Corbo et la professeure de théâtre Mme Josette Féral.

Titres d'ici

Danse contemporaine et théâtralité

L'ouvrage de Michèle Febvre, directrice actuelle du département de danse et danseuse, se penche sur la matière même de la théâtralité chorégraphique. Comment se manifeste-t-elle? Comment le corps dansant

peut énonciateur du corps dansant. Il propose ensuite un éclairage sur les manifestations et le fonctionnement des effets-théâtre, dans la danse actuelle, à travers l'emploi de morphologies singulières et d'une gestualité familière à l'écart des techniques extra-quotidiennes, l'usage de la voix et du langage, les jeux de la danse sur elle-même. Enfin, l'analyse du récit chorégraphique met à jour certaines des stratégies d'évitement du raconté permettant à la danse de faire du récit "sans raconter d'histoire". Le livre paraît chez Chiron, dans la collection "Art nomade" dirigée par Michel Bernard.

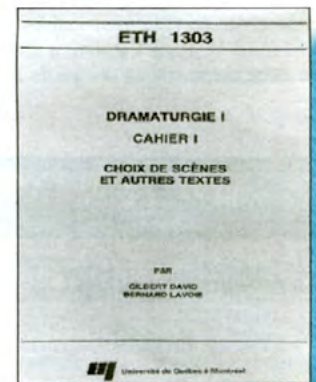
DANSE CONTEMPORAINE ET THÉÂTRALITÉ



compose-t-il avec son statut de signe? Comment repérer les effets-théâtre et ce qui les produit? *Danse contemporaine et théâtralité* s'ouvre sur une analyse de l'évolution de la danse moderne et post-moderne qui dévoile les jeux des chorégraphes tiraillés entre les forces et le

Dramaturgie Nouveaux cahiers pédagogiques

Les étudiants en théâtre ont désormais à leur disposition un nouvel instrument d'apprentissage. Gilbert David et Bernard Lavoie, chargés de cours à l'UQAM, viennent en effet de publier deux cahiers pédagogiques consacrés à la *Dramaturgie*: le premier propose un Choix de scènes et autres textes, auquel renvoie le second intitulé *Exercices d'analyse, notes de cours et indications bibliographiques*. Les auteurs précisent,



dans le texte introductif, que ces recueils n'ont pas été conçus comme des manuels, mais plutôt comme des outils d'appoint aux cours de dramaturgie, destinés à "servir de complément à l'apprentissage que nécessite la lecture fouillée de plusieurs pièces ainsi que de quelques écrits théoriques..." Outre la bibliographie générale, chaque section du cahier d'exercice - une dizaine au total - est assortie d'une bibliographie sommaire destinée à baliser minimalement "l'état des connaissances sur les pièces au programme ou sur l'un ou l'autre aspect des formes dramaturgiques à l'étude". Soulignons que ces publications ont été produites dans le cadre des projets d'intégration des chargés de cours, via le comité de liaison local du département de théâtre. D'autres cahiers pédagogiques pourraient suivre.